

# LA Suisse

Le journal du matin

**RÉDACTION ET ADMINISTRATION :**  
Rue Bartholoni, 4-6, Genève  
Adresse Télégraphique : « LA SUISSE - GENÈVE »  
Compte de chèques postaux : L. 250  
Téléphone 4.72.15

**ABONNEMENTS (SUISSE) :**  
1 mois 2.60 3 mois 7.30 6 mois 13.50 1 an 26.-  
On peut souscrire à tous les bureaux de poste.

Chiffre de tirage contrôlé et tenu à la disposition de tous les intéressés par l'Association Suisse de Publicité, (Fischerweg 10, Zurich 7) et par la Fédération Romande de Publicité, (place de la Riponne, 4, Lausanne)

## Billet vaudois Le visage du pays

L'Etat de Vaud a fait, depuis quelques années, un effort tout particulier pour la protection des sites et contre l'enlaidissement de nos villes et villages par certains professionnels de la casse à gypse peu sensibles à l'ambiance. C'est une tâche difficile, car les erreurs ont des causes multiples. Il y a d'abord le désir de chaque propriétaire d'avoir une maison originale. Cela va parfois assez loin : on foure des chalets au bord du lac, des maisons sur pilotis en rase campagne, de la véritable imitation de faux provençal dans un coin de pays qui ne ressemble vraiment pas à la Provence, et certaines agglomérations, en général banlieusardes, prennent l'aspect trop éclectique d'une exposition des styles à travers les temps et les lieux. Mais d'une exposition qui serait, hélas ! permanente.

Il y a aussi les motifs financiers. Certains matériaux sont plus économiques et tentent tout naturellement le constructeur. C'est ainsi que les toits de tôle commencent, ici et là, à jouer les miroirs au milieu de villages à qui la classique tuile donnait l'aspect auquel notre œil est habitué. Et un seul toit défigure un village. Quand le soleil brille, c'est toute l'agglomération qui a l'air de « faire la rate ». Sans compter les inexplicables excentricités, dans le genre de cette bâtisse tricolore, aux formes fabuleuses et aux toitures insoupçonnées qui, plantée sous la gare de Grandvaux, accaparait à elle seule les regards des passants. Il fallait réagir, et les autorités ont mis le ho!.

**La législation actuelle**  
Elle est conçue de manière à éviter les fautes trop criardes, tout en tenant un large compte de l'autonomie des communes et des désirs individuels, deux choses à quoi l'on est, dans ce pays, fort attaché.

Une loi du 5 février 1941 confère à l'Etat la haute surveillance dans le domaine de la police des constructions et établit les règles essentielles, qu'un règlement cantonal précise. De plus, les communes de plus de mille habitants sont tenues d'avoir un règlement à leur usage, règlement qui ne prend force qu'après ratification par l'autorité supérieure.

Enfin, c'est une innovation — la loi prévoit des plans d'extension cantonaux.

**Oui, mais...**  
Une loi ne vaut que par son application. Et il est apparu que, si les communes ont en mains les moyens d'action nécessaires, elles n'en font pas toujours usage.

Elles ont un défaut naturel : on ne peut pas demander à une bourgade de mille habitants d'entretenir un état-major de compétences en matière architecturale.

Il y a aussi, parfois, des considérations personnelles qui jouent leur petit rôle. Contre tel « gros bonnet », on ne peut guère intervenir. On en parlera à la pinte, à mi-voix, mais on n'osera pas aller plus loin.

Après quoi, allez refuser à un monsieur moins important ce qu'on a accordé au notable ? Personne n'y songe, et ce n'est que justice. Tant et si bien que cela fait tâche d'huile

et que, sur un point précis, celui des toits de tôle, c'est l'Union des principales communes vaudoises, ordinairement fort chatouilleuse quant aux prérogatives communales, qui a demandé à l'autorité cantonale de prendre des mesures protectrices générales. On n'aime pas tant que l'Etat vienne donner des ordres, c'est entendu. Mais il est des cas où l'on se sent plus à l'aise si l'on peut répondre à l'administré : « Que voulez-vous que j'y fasse ? C'est la loi, c'est la loi ! »

Et personne n'a jamais prétendu que les Vaudois éient monopolisés tout le stock de courage répandu par le monde !

**Le Château à la rescousse**  
Aussi une motion fut-elle déposée en 1944 par M. Jean Peitrequin, alors directeur des travaux du chef-lieu, et neuf autres députés. Les motionnaires en avaient notamment aux nombreux travaux de réfection entrepris depuis peu dans un coin de terre particulièrement cher à tout Vaudois : à Lavaux.

Il faut dire qu'après de dures années notre vignoble connaît une période de relative prospérité grâce à une succession de bonnes récoltes. En possession d'argent mignon, nos vignerons ont naturellement songé à réparer leurs demeures ; ils y ont mis de la coquette. Trop, parfois, au gré des amateurs qui, ayant conservé le souvenir de villages discrètement patinés, les retrouvent tout rutilants de couleurs un rien désaccordées : du jaune, du rouge, du vert cru, de superbes fausses fenêtres peintes contre les murs, des pierres d'angle artistement dessinées, avec les ombres et tout... Le temps, bien sûr, assagira ce festival de la barbouille, mais il serait encore préférable qu'on pût intervenir assez tôt pour modérer les élans des propriétaires et des maîtres d'état quand ils ont décidément trop de goût pour la peinture.

Ce sera désormais le cas, aux termes du projet de loi que le Conseil d'Etat vient de déposer ensuite de la motion rappelée tout à l'heure. La loi donnera en effet au règlement cantonal le droit d'imposer des prescriptions relatives à « l'aspect des constructions ». Cette disposition permettra notamment d'exiger que les toits de tôle soient recouverts d'une couche de peinture, teinte « tuile vieillie » : solution de compromis, qui limite suffisamment les dégâts sans imposer de dépenses hors de propos. D'autres améliorations de détail sont également prévues, qui tiennent compte des expériences faites depuis 1941.

Sages mesures, qui respectent les droits de chacun sans alourdir l'appareil administratif (les voyers sont chargés d'ouvrir l'œil et d'aider le Département lorsque le besoin s'en fait sentir) et dont on souhaite qu'elles parviennent à conserver intact le charme d'une terre que les Vaudois ne sont pas seuls à apprécier.

Il suffisait, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur les plaques des voitures qui roulaient en cortège sur les routes vaudoises, de Jeudi-Saint à lundi de Pâques.

Samuel CHEVALLIER

## A Berne



Le nouveau ministre de Grande-Bretagne en Suisse, M. Thomas Maitland Snow, a remis ses lettres de créance

## Billet du matin

Un lecteur, qui apprécie comme il se doit le soin et le goût qu'apportent nos jardiniers municipaux à fleurir parcs et promenades, se demande quelle malédiction a bien pu frapper le plateau de Champel où ne s'élève jamais la moindre tulipe, où le myosotis lui-même semble avoir été oublié. En fait de fleurs, m'écrivit-il en substance, on n'y voit qu'un mélancolique « jeu de sable », parfaitement inutile au surplus parce que les enfants et leurs parents lui préfèrent avec raison le parc Bertrand, qui est à deux pas.

Je suis de l'avis de mon correspondant : un massif remplacerait avantageusement ledit « jeu de sable » qui évoque doublement le désert, par sa nature et par l'abandon quasi absolu des joueurs. Il suffirait peut-être de le signaler bien poliment au service compétent pour qu'on y voie pousser un jour quelque chose de plus coloré.

Mais la requête de mon correspondant me fournit l'occasion d'une autre remarque : comme tout le monde, il parle du « plateau de Champel » pour désigner un espace qui n'est pas le plateau et ne fait qu'y conduire. Car le véritable plateau de Champel commence là où finit cette pente herbeuse avec laquelle on le confond dans le langage courant, de toute éternité. Un plateau est une plaine élevée ; l'espace compris entre l'avenue Bertrand et la falaise de l'Arve correspond exactement à cette définition mais non pas la pelouse délicate qui le borde à l'ouest.

Si l'on cherchait bien, on trouverait peut-être que le vrai responsable mais involontaire de cette erreur n'est autre que feu le tram 3, lequel, en plantant son écriteau « plateau de Champel » au bas de la pente, a pu faire naître la confusion. Sans le vouloir, je le répète, car il avait le droit de baptiser ainsi l'arrêt qui desservait les avenues de ce qui est véritablement le plateau, mais on n'y a pas pris garde et l'erreur est tellement entrée dans l'usage qu'on n'y pourra rien changer. On continuera donc à avoir un « plateau » qui penche, ce qui est d'une originalité que personne ne saurait mettre en doute.

LE PASSANT

## Révélation de Gisevius au procès de Nuremberg

**On mande de Londres à l'agence Reuter :**  
Dans l'audience de jeudi du Tribunal de Nuremberg, le témoin Gisevius, ancien fonctionnaire du service de renseignements allemand, décrit la manière dont le feld-marschal von Blomberg a réussi à faire expulser d'Allemagne un rival amoureux, pour pouvoir épouser une prostituée :

### Le mariage scandaloux de von Blomberg

— L'histoire remonte au mois de janvier 1938. L'opinion publique allemande a été étonnée par la nouvelle du mariage de Blomberg. Aucun détail n'a été publié sur cette union, mais quelques jours plus tard, une photographie paraissait, qui montrait le feld-marschal et son épouse devant la cage des singes du zoo de Leipzig. Quelques jours plus tard, le président de la police berlinoise, le comte Heildorf, avait sur son bureau un gros dossier prouvant que la femme de Blomberg était une prostituée portée sur les registres de sept villes d'Allemagne. Elle figurait également dans la collection des délinquants de Berlin. J'ai vu moi-même ses empreintes digitales. Elle avait été arrêtée une fois pour avoir proposé des images pornographiques. Le comte Heildorf a immédiatement compris que la Wehrmacht serait mise en mauvaise posture, si ces documents étaient remis à Himmler. Ce serait lui mettre la main des armes pour frapper l'armée.

Le comte Heildorf a pris ce dossier et s'est rendu chez Keitel. Celui-ci a soigneusement étudié les documents et a demandé à Heildorf de

mer le général Fritsch. Il envoya Heildorf avec son dossier chez Goring, qui déclara ne rien savoir des photographies du Monsieur de police, ni de la vie de Mme von Blomberg. Au cours d'une entrevue, néanmoins, Goring m'a déclaré par la suite que Blomberg lui avait demandé, plusieurs mois auparavant, une dispense spéciale pour pouvoir épouser une bourgeoise. Blomberg serait revenu voir Goring pour lui dire que l'objet de ses vœux avait un autre amant et pour demander à Goring de l'aider à s'en débarrasser. Goring a donné à cet homme une forte somme et l'a envoyé en Amérique du Sud. Malgré cela, Goring n'avait pas mis Hitler au courant de ces faits. Il avait assisté, avec Hitler, comme témoin, au mariage de Blomberg.

### Intervention du président de la Cour

Lord Justice Lawrence demanda à Me Dix, défenseur de Schacht, s'il considérait que cette affaire d'ordre purement personnel peut avoir une importance quelconque pour l'accusation contre Schacht, Goring et Frick.

Me Dix répondit :  
— Je suis ici pour défendre les intérêts de Schacht. Il est nécessaire de faire une clarté complète sur cette crise terrible. D'abord l'admirateur d'Hitler, Schacht en est devenu l'ennemi. L'affaire Frick est à la base de ma défense.

Le substitut américain Jackson s'approche de la tribune du défenseur pour lui dire qu'il se réserve de soulever cette question au cours de l'interrogatoire contradictoire. Dans le fait, ajoute qu'à son avis, l'audition doit se poursuivre. Le défenseur

à l'arrière-plan des incidents de mercredi, où il fut question d'intimidation.

— Elle contribuera aussi, ajouta-t-il, à jurer de la véracité des témoins en ce qui concerne l'accusation de complot en vue de s'emparer du pouvoir. Il y avait en Allemagne quelques hommes que ces conspirateurs auraient pu tuer sans être eux-mêmes en danger. L'affaire Rohm en est la preuve. D'autres étaient un obstacle aux projets de guerre agressive. On ne pouvait par conséquent barrer aussi facilement. Beaucoup d'entre eux avaient confiance en Fritsch et Blomberg comme vrais défenseurs de leurs intérêts contre les nazis.